
[Nigeria : un écologiste est menacé pour s'être attaqué aux plantations de palmiers à huile de Wilmar](#)

Le géant agro-industriel singapourien Wilmar est en train d'élargir ses opérations en Afrique. Il a déjà près de 50 000 hectares de plantations de palmiers à huile en Côte d'Ivoire, en Ouganda et au Ghana. Ces derniers temps, il est entré au Nigeria, en s'associant à PZ Cussons, pour faire d'énormes plantations de palmiers à huile dans l'État de Cross River, situé dans la région sud-orientale du pays, et il a promis de créer des milliers d'emplois.

« Un tel projet serait très avantageux pour le pays grâce à la création d'emplois et à la possibilité d'économiser énormément de devises. À ce jour, nous avons acquis 35 000 hectares et nous avons l'intention de compléter le projet d'ici environ quatre ans. Nous souhaitons développer toutes les terres que le gouvernement pourra nous donner, à une vitesse et avec une qualité jamais vues auparavant. Nous assurons au gouvernement et à toutes les parties concernées que cela se fera en respectant toutes les conditions de durabilité » [1], a annoncé le président de Wilmar International en parlant du projet de la compagnie au Nigeria.

Cependant, depuis le début des opérations Wilmar a suscité des conflits fonciers avec les communautés, et l'entreprise refuse de considérer les réclamations présentées par les agriculteurs et les propriétaires locaux concernant les terres qu'elle a reçues en concession.

Le Centre pour les ressources et le développement des forêts (RRDC) est une organisation écologiste de la région en question, qui travaille au niveau local pour essayer d'obtenir que les opérations de Wilmar soient transparentes et responsables, que l'entreprise reconnaisse les droits des peuples indigènes et des communautés, et qu'elle respecte les lois et les réglementations pertinentes. Le RRDC a dénoncé Wilmar auprès de la RSPO [2] pour plusieurs raisons, dont l'absence d'un accord avec les communautés propriétaires, la location illégale de terres dans le cas des agriculteurs qui participent au Programme agricole et de développement rural de l'État de Cross River (CARE), la non-reconnaissance des communautés migrantes installées dans les anciennes plantations de palmiers à huile (qui ont été autorisées à les cultiver mais qui, n'ayant pas de droits de propriété coutumiers, ne recevront aucune compensation), l'absence de transparence et la non-

application des lois et des réglementation municipales applicables.

Malgré les réclamations des communautés et la plainte présentée par le RRDC à la RSPO, Wilmar continue de détruire les forêts et de planter des palmiers à huile, au mépris de la législation nigériane et sans tenir aucun compte des principes et des critères de la RSPO pour la production durable d'huile de palme. Pour ces raisons, le RRDC s'apprête à intenter un procès à l'entreprise et au gouvernement.

Ces derniers temps, le directeur du RRDC Odey Oyama, qui est à la tête des attaques contre Wilmar, a commencé à être l'objet de harcèlements de la part de la police. Comme il a dit au WRM, « il n'est pas possible de déterminer avec précision la cause exacte du harcèlement de la police, il peut être attribué à n'importe lequel des problèmes dont je me suis occupé personnellement ou dans le cadre du RRDC. Les trois questions principales dont je m'occupe à l'heure actuelle, à titre personnel mais aussi au nom du RRDC, concernent les opérations de Wilmar dans l'État de Cross River. Elles portent sur le non-respect et la violation des lois du pays et de l'État, sur le fait que la plantation empiète sur la division Oban Hill du Parc national de Cross River et sur la réserve de forêt d'Ekinta, et finalement sur une accusation de corruption. Une ou toutes les affaires mentionnées sont la cause des harcèlements indus que j'ai subis dernièrement de la part de la police nigériane ».

Du fait de ces activités, Odey figure sur une liste de surveillance gouvernementale – ce qui indique que sa vie pourrait être en danger – et il a dû s'enfuir de sa maison.

Une action d'alerte internationale a été organisée pour soutenir Odey et d'autres écologistes nigériens. Elle exige des autorités nigérianes qu'elles mettent fin aux menaces et les prévient que le monde entier les observe : la sécurité d'Odey Oyama doit être garantie et la compagnie doit respecter les lois nationales et internationales.

Nous vous invitons à adhérer à cette action en envoyant une lettre aux autorités compétentes : <http://www.foei.org/en/blog/stop-threats-to-nigerian-environmentalist-odey-oyama>.

[1] <http://farmlandgrab.org/post/view/21323>.

[2] Texte complet de la plainte présentée à la RSPO au sujet des activités de Wilmar au Nigeria : <http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/news/2012/11/NGO%20Complaint%20to%20RSPO%20about%20Wilmar%20NPP%20in%20Nigeria.pdf>